

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

L'égalité, clé de la

Sert-il encore de faire de la politique; est-il encore possible de peser sur son destin par le libre exercice de sa citoyenneté? Tout concourt à nous persuader que non. Au plan mondial, il suffit qu'une agence de notation dégrade un indice pour que la planète devienne folle. Peu importe que l'agence en question ait déjà été à l'origine d'une catastrophe en chaîne; peu importe qu'elle commette une gigantesque erreur comptable; peu importe enfin que ses préconisations reviennent à exiger des Etats qu'ils abdiquent toute prétention à intervenir dans l'économie, sa régulation, la répartition des richesses. Le « sauve-qui-peut, les banques et les rentiers d'abord » s'impose comme credo universel.

En Europe et en France, les gouvernements s'agitent, s'affolent, se rencontrent, discutent. Discutent. Mais de quoi, au juste, discutent-ils? De la façon de limiter la casse; des moyens les plus indolores pour livrer aux marchés de quoi satisfaire d'insatiabiles appétits. Certes, le chômage continue de progresser, certes les inégalités se transforment en pauvreté de masse, certes les perspectives d'une croissance anémiée appellent impérieusement une relance de la consommation. Mais les agences de notation et les gouvernements s'entendent sur un point: ces questions sont trop importantes, trop techniques

et trop coûteuses pour être soumises à la raison des peuples, moins encore à la confrontation démocratique. Oh, les cartes sont sur la table: et les promesses de sang et de larmes sont au rendez-vous de chaque 20 heures: l'austérité s'annonce en majesté, indiscutable. C'est d'ailleurs tout le problème. Car c'est ce refus de discussion, de remise en cause d'un modèle – qu'on n'ose qualifier d'« économique » – toxique qui alimente et structure la brutalisation croissante du débat social et moral. L'été en a vu se multiplier les démonstrations.

Politique du chiffre et drames humains

Car, au moment même où les équilibres monétaires mondiaux étaient l'objet d'une sorte de gigantesque roulette russe financière, le gouvernement de Nicolas Sarkozy s'appliquait à désigner du doigt quelques boucs émissaires, pauvres et faibles de préférence. On a ainsi appris que l'économie pâtissait de patentés fraudeurs à l'assurance maladie, et que les « profiteurs » qui bénéficient des largesses du RMI et du RSA méritaient d'être surveillés de près, via un fichier – encore un fichier – recensant les cumuls scandaleux du faste, du luxe et de la fainéantise combinés. On a également entendu le ministre de l'Intérieur réaffirmer la validité de la politique du chiffre, nonobstant son

cortège de drames humains; donner ordre aux préfets de conforter le « concept » de « voisins vigilants », autrement dit de multiplier au forceps cette mise en quadrillage sécuritaire idéal, dans laquelle chacun épie chacun pour le meilleur des mondes. Un monde dans lequel les « étrangers » ont évidemment droit à un traitement préférentiel. Car chacun comprend bien qu'il est plus spectaculaire de mettre la main au collet d'un gamin roumain et de l'envoyer rejoindre ses parents dans un tramway réquisitionné à la va-comme-je-te-pousse pour une corvée d'éloignement que de s'en prendre à la délinquance en col blanc. Qu'il est moins risqué d'interner une mère ukrainienne et ses trois petits enfants dans un centre de rétention administrative que d'affronter ceux qui se sont arrogé le droit de dicter la valeur de l'argent. Surtout lorsqu'on se retrouve entre gens du monde. Or, l'été a vu commencer une nouvelle « saison » des « affaires », feuilleton récurrent illustrant les connivences à l'œuvre entre milieux d'argent et milieux gouvernementaux.

La « bête immonde » a plus d'une tête

Tout cela confirme, hélas, le dérangent diagnostic porté par notre Ligue sur la République défigurée. La surenchère, maintenant permanente, des forces

Comment donc peser sur le cours des choses et se réapproprier un destin collectif qui ne saurait, en aucune manière, être ramené à une notation triple A ou à un verrou triple tour ?

réhabilitation du politique

politiques au pouvoir sur les thèmes du Front national indique que cette défiguration va se poursuivre et s'approfondir. Le Front, aujourd'hui, est concurrencé sur le terrain de l'animation de sa vulgate, et la « bête immonde » a plus d'une tête. Comme celles de l'hydre de Lerne, le défi consiste à les trancher toutes d'un même mouvement. Le défi est de taille et préoccupant. L'impuissance démocratique érigée en principe, combinée à la désignation perpétuelle de boucs émissaires sur un mode de violence verbale symbolique, le tout sur fond de crise monétaire et sociale... Ce fumeux cocktail évoque de funestes souvenirs ; et rien de bon ne peut en sortir. Comment donc peser sur le cours des choses et se réapproprier un destin collectif qui ne saurait, en aucune manière, être ramené à une notation triple A ou à un verrou triple tour ? La question, lancinante, se retrouve au cœur de l'affrontement électoral. Association politique et généraliste, engagée dans la promotion de la citoyenneté, la Ligue a, dans ce contexte, une responsabilité multiple. Tout d'abord, face à la démobilisation, au découragement, à l'abstention, il nous faut rappeler, encore et sans cesse, que la « politique » ne tombe pas du ciel ; qu'elle est toujours, ultimement, une affaire d'Hommes et de territoires ;

et que moins on s'en occupe, plus on risque d'avoir de raisons de s'en plaindre. Il nous revient également de faire en sorte que le débat électoral soit bien un débat citoyen, de confrontation sur les possibles en présence, et non une suite de bruits confus, entrelacés de rumeurs, de ragots et de confidences people. L'acuité de la crise appelle au contraire un débat enraciné dans le terreau du quotidien, qui dessine les contours d'une autre société, affiche des principes en rupture avec la barbarie sociale et le cynisme comptable, substitue la solidarité à l'opposition sauvage de tous contre tous.

Indépendance et exigence

Les résultats électoraux à venir – présidentiel, législatifs, sénatoriaux –, doivent d'ores et déjà être envisagés à l'aune de ce projet. Que la droite gagne, et nous verrons se déchaîner les pires extrémismes, les pires agressions contre les valeurs de la République, dans une dynamique d'union entre la droite dite classique, son aile dire populaire et son concurrent prétendument National. Si la gauche gagne, elle devra savoir quoi faire de sa victoire, ne pas se présenter comme prisonnière de conceptions économiques réduisant l'action publique à l'impuissance, et otage de visions sécuritaires qui combinent la démagogie,

l'inefficacité et la stigmatisation sociale. Si, comme il est probable, nous allons vers une situation d'instabilité, marquée par des victoires électorales trop courtes pour être claires, c'est le débat public, l'implication populaire autour de thèmes phares, de « marqueurs » idéologiques qui feront la différence. De ce point de vue, l'élection présidentielle n'est ni une panacée, ni l'alpha et l'oméga du débat politique ; elle en constitue certes un moment singulier, important, mais inscrit dans un *continuum* démocratique, avec son amont et son aval. La Ligue entend prendre part à ce processus, avec l'indépendance et l'exigence qui la caractérisent. Elle inscrit ses efforts dans le cadre du Pacte pour les droits et la citoyenneté signé par une cinquantaine d'autres organisations, associations et syndicats. A contre-pied de la pensée ambiante selon laquelle la politique se résumerait à accommoder au moins pire les restes du possible, cette démarche implique que le politique se fabrique avec la société civile, au diapason de ses aspirations et de ses projets. Les idées et propositions qui tissent le Pacte pour les droits et la citoyenneté sont autant d'illustrations de principes et de valeurs : ceux d'une société d'égalité. Le pari engagé est de les inscrire au cœur de la réhabilitation de la politique comme humanisme.